



XV^e CONGRÈS FORESTIER MONDIAL

Construire un avenir vert, sain et résilient avec les forêts

du 2 au 6 mai 2022 | Coex, Séoul, République de Corée

Points d'action des sessions principales

Cérémonie d'ouverture et dialogue de haut-niveau

- Face aux défis mondiaux pressants du changement climatique, de la perte de la biodiversité, de la pandémie de COVID-19, de l'insécurité alimentaire et de la continuelle déforestation et de la dégradation des forêts, nous n'avons plus de temps à perdre – nous devons agir maintenant et nous pouvons le faire!
- Trois chemins qui se renforcent mutuellement peuvent nous mener vers un avenir plus vert, plus sain, plus résilient avec les forêts: faire cesser la déforestation et conserver les avantages écosystémiques des forêts; restaurer et renforcer la capacité de production et la résilience des forêts; et encourager l'utilisation durable des forêts et construire des chaînes de valeur vertes.
- Pour ce faire, il nous faut investir dans notre capital naturel, nos forêts. Il faut augmenter de manière significative les investissements publics et privés dans les forêts. Pour être à niveau, nous devons catalyser de plus grands flux financiers en misant sur une planification intégrée, une innovation financière, stratégique et institutionnelle et en renforçant les instituts financiers nationaux.
- Nous devons faire un meilleur usage des savoirs scientifiques et traditionnels, et apprendre à partir des expériences et des meilleures pratiques à travers des partenariats et une coopération. L'exemple de réussite de la République de Corée prouve que la restauration forestière à grande échelle est possible quand il y a une volonté politique et que les ressources sont mises à disposition. Des forêts saines et florissantes est synonyme de sociétés saines et florissantes – plus résilientes, inclusives et durables.
- Les peuples autochtones ont géré leurs forêts de manière durable pendant des centaines d'années. Leurs droits doivent être reconnus et leurs voix, entendues. Nous devons également écouter la voix des jeunes – leur avenir est en jeu et ils sont désireux de passer à l'action.
- Nous devons nous adresser aux secteurs clés de la déforestation et de la dégradation si nous voulons établir un dialogue plus efficace entre les secteurs et les décisions qui ont un poids. Les forêts doivent être prises en compte dans toutes les stratégies de développement qui ont un impact sur l'utilisation des terres et des ressources naturelles. Le secteur privé peut être un moteur en matière d'innovation et d'investissement vert.

1. Plénières

Plénière 1. Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes – encore huit ans pour guérir la planète

- La Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes est une initiative ambitieuse et un mouvement mondial qui vise à prévenir, endiguer et infléchir la courbe de la dégradation des écosystèmes dans le monde. La Décennie est une occasion d'utiliser à plus grande échelle des solutions basées sur la nature en partageant les leçons apprises et en encourageant les meilleures pratiques pour optimiser les avantages qu'apportent les forêts dans le domaine du point de vue du climat, de la biodiversité et du développement.
- La restauration des écosystèmes va bien au-delà de la simple plantation d'arbres. Elle peut être un outil pour éradiquer la pauvreté et la faim, améliorer les conditions de vie, accroître la productivité et rétablir les fonctions écosystémiques. La capacité des écosystèmes à être restaurés ne devrait pas servir d'excuse pour les dégrader. Il s'avère être bien plus juste et plus rentable d'éviter leur dégradation plutôt que de les dégrader pour ensuite les restaurer.
- Les communautés possèdent déjà un vaste bagage de connaissances, de savoirs et d'approches en matière de restauration des écosystèmes. Pour être efficace, toute restauration des écosystèmes devrait combiner les connaissances scientifiques et locales, y compris les savoirs traditionnels.
- Les pouvoirs publics ne devraient pas se limiter à transférer la responsabilité de la restauration aux populations locales – leur tâche est de guider la restauration, en promouvant un environnement propice, en renforçant l'autonomie des populations locales et en les appuyant à l'aide de mesures d'incitations.
- La restauration des forêts et des paysages est la seule solution (pour l'instant) permettant l'élimination du carbone à grande échelle et à un prix abordable. Toutefois, la restauration des écosystèmes pour le carbone a deux points faibles: son prix élevé et l'incertitude de la demande. Actuellement, générer des crédits carbone de haute qualité coûte 60-80 USD par tonne alors que le prix qu'on en obtient n'est que de 5-10 USD par tonne. Tant que cet écart financier ne sera pas comblé, il sera difficile d'atteindre l'objectif du Défi de Bonn qui prévoit de restaurer 350 millions d'hectares d'ici à 2030 et plus difficile encore de restaurer plus d'1 milliard d'hectare alors que c'est le total avancé par les pays dans le cadre de leurs engagements pour les Objectifs de développement durable (ODD) et la Convention de Rio. Un changement systémique radical est nécessaire si l'on veut opérer une restauration à grande échelle dans les délais requis, et ce doit être un changement qui part d'en bas.
- D'importants progrès méthodologiques ont été réalisés dans le suivi de la restauration. Ce qu'il faut obtenir de toute urgence est une surveillance harmonisée et un cadre pour l'élaboration des rapports, qui permettent de mesurer les progrès vers la réalisation des engagements pris.

Plénière 2. Des forêts pour un monde sain, prospère et pacifié

- La pandémie de COVID-19 a montré l'importance des forêts et des arbres pour la santé et le bien-être humains, surtout en zone urbaine. Les forêts urbaines et d'autres aires vertes devraient faire partie intégrante de tout plan d'aménagement urbain car elles atténuent les bruits, apportent de l'air plus propre, réduisent l'effet îlot de chaleur des villes et offrent un espace vert pour le sport et les loisirs.
- Les forêts peuvent aider les personnes à surmonter le stress et la dépression causées par la pandémie de COVID-19 et à «se reconstruire en mieux». Un effort conscient est à faire pour établir des liens synergétiques entre les personnes, les écosystèmes forestiers et la santé humaine et adopter une approche «Une seule santé».
- En plus des nombreux biens et services qu'elles fournissent, les forêts sont des bouées de sauvetage en temps de catastrophes et de conflits. Elles offrent des apports importants au niveau des moyens de subsistance et des revenus dans les zones post-conflit et pendant la période de construction de la paix. Nous devons faire en sorte qu'elles restent saines et productives, et garantir un accès sûr et des droits fonciers aux populations autochtones et à toutes celles dont les moyens de subsistance dépendent directement des forêts.
- Les jeunes sont en première ligne pour reconnaître le droit humain à un environnement sain. Ils sont prêts pour prendre soin des forêts, et ils créent les solutions pour réaliser un monde durable en mobilisant les autres, en s'en faisant les défenseurs et en construisant des réseaux. Pour intensifier le soutien que les jeunes accordent aux forêts et pour catalyser davantage les actions, les jeunes doivent renforcer leurs capacités et disposer de plus de ressources, mais aussi avoir libre accès aux informations et des plateformes où s'engager et se mettre en réseau.
- Les communautés locales, les peuples autochtones et les autres populations qui dépendent des forêts ont des liens étroits avec les forêts car celles-ci sont déterminantes pour leurs moyens d'existence, leur santé, leur bien-être et leur culture. Leurs savoirs traditionnels et leurs meilleures pratiques devraient être pris en compte dans les efforts de restauration des forêts et la gestion forestière.

Plénière 3. Le bois – la plus ancienne matière première guide notre avenir

- Face à une urbanisation rapide et au besoin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, nous devons repenser nos villes. Les villes du futur devraient être mieux intégrées à la nature. Les architectes devraient s'intéresser au bois durable – de préférence produit localement – et aux autres matériaux durables, et adapter leurs plans de façon à concevoir des bâtiments plus respectueux de l'environnement. Pour faciliter ce processus, nous avons besoin de politiques et de normes de construction capables de permettre et de promouvoir des bâtiments durables à faible empreinte de carbone.
- Un changement total vers la construction de bâtiments en bois et autres matériaux renouvelables représente une excellente occasion pour les pays riches en forêts d'utiliser le bois qu'ils produisent pour construire des habitations durables et respectueuses de l'environnement, surtout en ville. Néanmoins, pour beaucoup de pays en développement, cela comporte d'énormes difficultés et ils ont besoin de recevoir un appui technique et des investissements pour créer des industries de transformation et pour renforcer leurs capacités à produire les produits ligneux modernes que ce type de construction requiert.
- Aujourd'hui, tout ce qui est créé à partir du pétrole pourra l'être à partir du bois. La recherche scientifique, le développement et l'innovation sont nécessaires pour appuyer la transition vers une bioéconomie circulaire qui développe de nouveaux matériaux ligneux, des méthodes et des services pour la création de produits. Il faut aussi améliorer l'efficacité des ressources et la recyclabilité de bon nombre de produits ligneux existants si l'on veut avancer vers une bioéconomie vraiment durable et circulaire.
- Intensifier l'utilisation de produits ligneux demandera un apport mondial plus important de bois produit de manière durable, qui sera possible grâce à la restauration, le reboisement et le boisement des terres dégradées, ainsi qu'avec l'expansion de l'agroforesterie et le développement de l'agroforesterie.
- Les petits exploitants, les communautés forestières et les petites et moyennes entreprises produisent d'importantes quantités de bois. Pour obtenir une plus grande résilience économique à l'échelle locale, il faudra renforcer les capacités de ces acteurs pour participer à des chaînes de valeur du bois durable, et notamment la certification.
- Beaucoup associent la récolte du bois à la déforestation. Nous devons unir nos efforts pour faire comprendre au public mondial que le bois est une solution respectueuse de la nature, pour modifier l'image publique des chaînes de valeur du bois, pour convaincre les consommateurs que «le bois, c'est bien» et pour faire passer le message que l'utilisation de bois produit de manière durable contribue au stockage de carbone, à la conservation des forêts et à la résilience.
- Des actions immédiates sont nécessaires pour modifier les mentalités et faire comprendre que le bois durable peut remplacer les matériaux basés sur les fossiles et les minéraux. Le

concept pour une campagne de communication mondiale tel que présenté au Congrès, «Cultiver la solution. Du bois durable», devrait être adopté par les pouvoirs publics, la société civile et le secteur privé car il ouvre la voie à une révolution du bois durable vers la neutralité climatique et la résilience.

2. Sous-thèmes

Sous-thème 1. Infléchir la courbe – inverser la déforestation et la dégradation des forêts

- 2022 est une année cruciale pour accélérer la réalisation des engagements sur les forêts et réduire collectivement la déforestation et la dégradation des forêts. Certaines coalitions et certains engagements nationaux et internationaux plus forts, comme la Déclaration des leaders de Glasgow sur les forêts et l'utilisation des sols et l'Accord de Paris, sont des occasions pour inverser la tendance de la déforestation, tout en luttant contre les urgences planétaires liées au changement climatique, à la perte de biodiversité, aux inégalités et à la santé humaine. Il est temps que l'on quitte l'ère des négociations et des engagements pour entrer dans une décennie d'actions ambitieuses et de financements à grande échelle.
- Pour endiguer la déforestation, il est nécessaire de disposer d'informations solides et exhaustives sur les dynamiques qui conditionnent et guident l'utilisation des forêts et des sols. Les données sur les dynamiques de la déforestation peuvent avoir de fortes répercussions dans les prises de décisions. Au-delà des aspects techniques, il est essentiel que les dispositions institutionnelles soient claires si l'on veut garantir l'accessibilité et l'utilisation des données (politique de libre accès aux données). Les droits des parties prenantes et leur capacité à produire, accéder et utiliser les données – y compris les données socioéconomiques expliquant les facteurs moteurs sous-jacents – doivent être renforcés.
- La transformation des systèmes agroalimentaires est une opération charnière si l'on veut infléchir la courbe de la déforestation. Pour que cette transformation ait lieu, il faut que les politiques environnementales et politiques soient cohérentes et que la coopération entre les parties prenantes soit plus importante.
- Un certain nombre de pays, d'entreprises et d'institutions définissent et mettent en œuvre des approches volontaires et réglementaires qui empêchent les chaînes de valeur agricoles de causer la déforestation. La mise en place de mesures réglementant l'offre et la demande de la production, du commerce et de la consommation agricoles peuvent accélérer ce changement systémique.
- Les partenariats et les trusts sont les premiers facteurs de succès. Les efforts pour infléchir la courbe de la déforestation et la dégradation des forêts – y compris celles déterminées par les nouveaux marchés – doivent profiter et impliquer les petits producteurs, les peuples autochtones et les communautés locales, et leurs droits doivent être clairement et pleinement reconnus.
- Un engagement sincère de la part de la société civile et du secteur privé est une condition essentielle pour garantir des systèmes de vérification et de certification solides et inclusifs et créer des chaînes de valeur du secteur forestier qui soient légales et durables. Les leçons

appries à partir d'expériences en matière de vérification et de certification dans la foresterie devraient être partagées avec d'autres secteurs d'utilisation des terres.

- La finance carbone est un levier qui permet d'accroître les financements en faveur d'une réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts – la demande de compensations carbone connaît une forte hausse au vu des objectifs des Accords de Paris – et est stimulée par la récente approbation (à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties de la Convention sur le changement climatique) de l'article 6 dudit Accord. Les entreprises devraient être encouragées à investir dans des activités de haute qualité de réduction des émissions.
- Grâce au processus REDD+, de nombreux pays ont mis au point des stratégies et des plans d'action visant à réduire la déforestation dans le cadre des engagements pour le climat et le développement, ils ont renforcé leurs capacités et stimulé l'implication et la participation des parties prenantes afin de s'assurer les avantages carboniques et socioéconomiques. La finance basée sur les résultats, comme les marchés du carbone et les financements REDD+, peut dynamiser et venir compléter les financements pour ce type d'actions.
- Les promesses doivent se transformer en flux financiers réels et récompenser les efforts nationaux en faveur de politiques cohérentes, de dépenses publiques performantes et d'actions gouvernementales appuyées par des investissements privés. Les gouvernements doivent continuer à jouer un rôle clé dans la création d'environnements propices et l'orientation des investissements privés.

Sous-thème 2. Solutions basées sur la nature pour s'adapter au changement climatique, atténuer ses effets et conserver la biodiversité

- Des solutions basées sur la nature, comme la gestion durable des forêts, la restauration des forêts et la lutte contre la déforestation, peuvent contribuer jusqu'à un tiers des mesures rentables d'atténuation d'ici à 2030 et jouer un rôle crucial dans la régulation locale du climat et contribuer à la conservation de la biodiversité et des services écosystémiques ; en outre, elles renforceront les capacités d'adaptation et la résilience des populations et des forêts. Elles sont une garantie que davantage d'attention sera portée aux mesures pour répondre aux crises multiples et interreliées qui frappent la planète.
- Les solutions basées sur la nature devraient utiliser les connaissances scientifiques et traditionnelles et être élaborées en garantissant l'implication totale des peuples autochtones et des communautés locales. Des partenariats sincères avec les peuples autochtones et les communautés locales, qui utilisent des solutions basées sur la nature de manière quotidienne, sont nécessaires.
- Inciter les investisseurs du secteur privé pour qu'ils intensifient leurs investissements en faveur de solutions basées sur la nature demande que des cadres réglementaire soient mis en place afin de donner une valeur commerciale aux forêts et encourager les entreprises à s'impliquer.
- Les communautés forestières, souvent pauvres en finances et en biens, doivent être au centre de l'attention dans les efforts pour appliquer des solutions concrètes basées sur la nature, et elles doivent obtenir des avantages réels. Les engagements financiers pris à l'échelle internationale doivent arriver jusqu'à ces acteurs.
- Les solutions forestières, surtout la lutte contre la déforestation, la restauration des forêts et la gestion durable des forêts, doivent faire partie de celles toujours plus ambitieuses qui visent à remplir l'Accord de Paris, le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020, le Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts 2017-2030, et les cibles sur la neutralité de la dégradation des terres.
- Ces engagements mondiaux présentent des avantages qui devraient servir à:
 - améliorer le rôle des forêts et des arbres dans les contributions déterminées au niveau national de l'Accord de Paris et des Plans nationaux d'adaptation;
 - mobiliser des ressources financières pour des initiatives de restauration des écosystèmes à grande échelle qui soient techniquement solides, et pour s'assurer que les bonnes espèces d'arbres soient choisies aux bons endroits;
 - renforcer les capacités pour la mise en œuvre et le suivi efficaces et rentables de la gestion forestière multi-objectifs et la restauration des écosystèmes;
 - autonomiser les femmes, les hommes et les jeunes, les communautés locales et les peuples autochtones pour renforcer leurs gouvernance forestière et leurs capacités de gestion et créer des solutions sur le terrain;
 - accélérer la mise en œuvre d'une gestion forestière durable et la restauration des écosystèmes à grande échelle.

- La restauration et d'autres solutions basées sur la nature requièrent la présence de «champions» dans les communautés, c'est-à-dire des personnes capables de créer des histoires de succès, d'inspirer d'autres personnes et de devenir des meneurs. Elles demandent aussi un fort engagement de la part de la communauté, un engagement à long terme des pouvoirs publics, des institutions fortes et des partenariats et des responsabilités partagées entre les parties prenantes.
- La restauration a plus de succès si elle arrive à ne plus se concentrer sur le «nombre d'arbres au sol» et à considérer la restauration comme un moyen pour améliorer les conditions de vie locales, ainsi que l'alimentation et la sécurité du bois, la réduction des risques de catastrophes et la résilience, et pour répondre aux problèmes sociaux – une approche et une manière de penser qui demande bien plus de flexibilité.

Sous-thème 3. La voie verte vers la croissance et la durabilité

- Les forêts ont un rôle à jouer dans la réalisation des objectifs de développement durable mais cela ne se fera pas tout seul. Il faut instaurer une collaboration intersectorielle, promouvoir une approche du paysage, adopter de nouvelles technologies, quantifier, surveiller et notifier les contributions socioéconomiques des forêts, y compris les services écosystémiques forestiers, et des mécanismes financiers adéquats.
- Le travail décent et productif est la clé pour s'assurer un secteur forestier durable, et l'économie circulaire et biosourcée offre de nouvelles possibilités d'emplois verts. Pour que ces possibilités deviennent réalité, des lois, des réglementations et des mesures cohérentes et efficaces en ligne avec les normes internationales du travail doivent être mises en œuvre.
- Plus d'efforts doivent être faits pour promouvoir des emplois formels dans le secteur forestier, y compris pour les femmes et les jeunes, à savoir:
 - récolter et rendre disponibles davantage de données fiables et comparables sur l'emploi dans le secteur forestier, pour permettre des prises de décision basées sur des preuves;
 - trouver des solutions durables pour améliorer les performances et les conditions de travail du secteur, à travers un dialogue social à différents niveaux comme outil clé de promotion du travail décent;
 - appuyer le secteur forestier privé pour promouvoir et créer des possibilités de travail décent, y compris des emplois verts dans les activités forestières traditionnelles et nouvelles;
 - renforcer les capacités à tous les niveaux pour créer des compétences de haute qualité et des lieux de travail sûrs.
- L'expansion des bioéconomies est une grande occasion pour le secteur forestier, et de nouveaux produits ligneux prometteurs sont en train d'apparaître. Beaucoup d'entreprises revoient leur approche à l'innovation et à la collaboration en vue de profiter de cette occasion. L'expansion des bioéconomies requiert la présence de mécanismes financiers adéquats en faveur de l'innovation dans la production et la manufacture des produits forestiers, propice à des cadres normatifs attentifs aux besoins sociaux, et en faveur de l'innovation dans la récolte, l'interprétation et l'utilisation des données.
- Les petites et moyennes entreprises forestières ont du mal à accéder aux financements du fait de leur taille, de la bureaucratie des banques et de l'absence de certaines conditions de bases comme les garanties des prêts. Pour leurs projets bancaires, les petits propriétaires ont souvent besoin d'une aide technique et de capital patient, mais aussi de solutions innovantes pour des prêts garantis et de nouvelles technologies qui permettent de réduire les coûts liés à la production, l'organisation et la commercialisation. Le rôle de l'intermédiation financière d'institutions financières locales, de coopératives et d'organisations et associations de producteurs devrait être encouragé et renforcé pour construire des ponts entre les petits exploitants agricoles, individuellement, et les instituts financiers.

- Une bonne gouvernance et la protection des droits locaux (y compris les droits fonciers) sont deux conditions préalables pour que les petits propriétaires locaux investissent avec efficacité et succès, et elles doivent être encouragées.
- Les financements mixtes sont un bon outil pour obtenir plus de financements dans la gestion durable des forêts et des paysages de la part d'acteurs publics et privés: ils regroupent des ressources venant de différentes entités et permettent des bénéfices intersectoriels. Les mécanismes innovants de mobilisation des ressources comprennent les obligations vertes, le financement participatif, les pôles d'innovation, et la collaboration avec les sociétés d'assurance. Si l'on veut attirer les investisseurs institutionnels, il convient de disposer: de mécanismes de réduction des risques liés au pays et à la devise; de dispositions favorables en matière de régime foncier; une information adéquate sur la situation des forêts; des aides aux investissements dans les chaînes d'approvisionnement garantissant la récolte, le transport et le traitement des arbres.

Sous-thème 4. Les forêts et la santé humaine – reconsidérer les connexions

- Les forêts gérées de manière durable offrent de nombreux avantages physiques, psychologiques et pour la santé mentale. Elles permettent aussi la création de médicament, la sécurité alimentaire, le renforcement de la résilience des systèmes alimentaires, et le développement rural inclusif. Lorsque les forêts sont menacées, il faut absolument que le public et les décideurs politiques soient davantage conscients de l'importance de ces avantages.
- Les forêts peuvent contribuer à la santé humaine de différentes façons, mais elles peuvent aussi entraîner des risques pour la sûreté et la sécurité. Elles doivent recevoir l'attention nécessaire si l'on veut garantir des conditions sûres de travail et de vie aux populations qui habitent en forêt.
- À l'échelle mondiale, les faits montrent que les pratiques de santé basées sur les forêts et la nature, comme la médecine forestière, l'immersion en forêt et la thérapie et les soins par les forêts apportent d'immenses bénéfices sanitaires aux sociétés. Il est nécessaire que de telles pratiques soient encouragées à travers: la collaboration et des stratégies intégrées entre le secteur de la santé et celui forestier; le partage des données, des connaissances et des informations; et le renforcement des capacités.
- Le couvert forestier devrait être élargi jusqu'aux aires à forte densité démographique, afin d'augmenter les soins et autres avantages pour la santé que les arbres et les forêts peuvent apporter aux populations urbaines.
- Les droits de propriété et de jouissance des peuples autochtones et des communautés locales sur les terres forestières devraient être garantis afin d'améliorer leurs moyens d'existence, leur santé et leur bien-être et protéger les forêts.
- Les gouvernements, les organisations d'exploitants forestiers et agricoles et les associations basées sur les communautés devraient encourager la participation des groupes ruraux marginalisés, comme les femmes, les jeunes et les peuples autochtones, aux entreprises basées sur les forêts et aux processus de prise de décision concernant les forêts et la gestion des terres.
- Des initiatives comme la restauration des forêts et des paysages, et la création de parcs forestiers de paix dans les zones de conflit internes ou transfrontalières se veulent des tentatives pour contribuer aux processus de paix et de réconciliation.
- Suite à la pandémie de COVID-19, il faut de toute urgence encourager les politiques et les programmes holistiques et intégrés pour une santé humaine et animale selon l'approche «Une seule santé». Les pays et les communautés devraient partager leurs connaissances sur les produits et les services forestiers qui renforcent ou ont le potentiel pour renforcer la santé publique.

Sous-thème 5. Gérer et communiquer les informations, les données et les connaissances sur les forêts

- Les connaissances et les informations sur les forêts sont nécessaires pour élaborer des actions climatiques efficaces et pour endiguer la déforestation et restaurer les écosystèmes forestiers. Augmenter la transparence dans la collecte, l'analyse et la diffusion des données forestières est essentiel si l'on veut renforcer la confiance dans les données et répondre aux exigences contenues dans l'Accord de Paris et dans les programmes de paiement fondés sur les performances.
- Un grand nombre de pays et d'utilisateurs jouissent d'un libre accès à des données optiques, lidar et rada à très haute définition. Ces ensembles de données sont un bien public mondial et, en tant que telles, leur partage continu devrait être encouragé.
- Les évaluations sur le terrain sont nécessaires car elles produisent des données détaillées sur les espèces, la qualité et autres caractéristiques biophysiques et fournissent des données de validation pour les modèles et les produits basés sur la télédétection. La collecte des données biophysiques et socioéconomiques de terrain doivent être continuellement encouragée.
- Les données accompagnées d'une infrastructure informatisée adéquate et considérées comme des biens publics mondiaux permettent d'atteindre le public le plus large possible et de fournir des visions différentes de la déforestation, de ses causes et du calcul de la dégradation des forêts. Ce travail est fondamental pour une cartographie et une surveillance efficaces des forêts, ainsi que pour la compréhension du cycle mondial du carbone, et il devrait être poursuivi et élargi.
- Pour être efficace, la surveillance des forêts doit utiliser des technologies innovantes et accessibles à tous les niveaux. Les programmes de suivi et de recherche dans le secteur forestier devraient être créés et mis en œuvre de manière inclusive pour répondre aux besoins des décideurs en matière de données et d'informations et pour contribuer à l'élaboration de politiques cohérentes sur les forêts et l'utilisation des terres.
- Le lancement du Cadre pour la surveillance de la restauration des écosystèmes représente un important progrès méthodologique dans le suivi de la restauration vers un cadre harmonisé de la surveillance et des rapports. La capacité des pays et des parties prenantes de la restauration doit être renforcée pour garantir un suivi et des rapports transparents sur les progrès vers la réalisation des engagements pris.
- Il est nécessaire que l'on prouve aux décideurs la valeur des évaluations forestières, et des composantes basées sur le terrain, pour s'assurer un soutien politique et financier continu de leur part.
- Un nouveau narratif sur les forêts et un ultérieur renforcement des capacités des communicateurs forestiers sont deux facteurs clés pour améliorer la compréhension et la prise de conscience, de la part des décideurs et du public, des bénéfices que des forêts et des arbres gérés de manière durable peuvent apporter, et pour influencer les dialogues à l'échelle mondiale.

- L'éducation forestière demande à être renforcée à tous les niveaux, depuis la petite école jusqu'à l'université, afin de sensibiliser davantage les populations urbanisées à l'importance des forêts et l'utilisation de bois produit de manière durable, et afin d'attirer de nouvelles générations de forestiers qui soient préparés pour affronter les différents défis liés aux forêts.

Sous-thème 6. Des forêts sans frontières: optimiser la gestion et la coopération

- Les forêts font partie de la solution aux principaux problèmes actuels. Pour maximiser les avantages que les forêts fournissent aux populations et à la planète, il faut qu'elles soient considérées comme faisant partie intégrante de la mosaïque de la couverture des sols, de l'utilisation des sols et des systèmes agroalimentaires.
- Les frontières administratives et les silos doivent être dépassés et les mécanismes institutionnels multisectoriels doivent être créés ou renforcés à l'échelle locale et nationale.
- Un cadre large et intégré de la gestion des paysages est nécessaire lorsque l'on aborde les forêts, l'eau, la biodiversité, l'agriculture, l'énergie et les intérêts et les problématiques des personnes qui dépendent des forêts, en particulier les peuples autochtones et les communautés locales mais aussi les populations urbaines et autres parties prenantes.
- L'ensemble des contributions que les forêts apportent aux services écosystémiques et aux systèmes agroalimentaires, au-delà du bois, du carbone et de l'eau, devrait être pris en compte dans les politiques sur l'utilisation des terres. Les valeurs sociales et culturelles des forêts sont également importantes.
- Au fur et à mesure que la société évolue, le secteur forestier et l'objectif même de la foresterie doit s'adapter. Cela signifie un changement dans la manière de penser, en trouvant un équilibre entre les considérations économiques et celles sociales et environnementales.
- La foresterie est un secteur clé pour les emplois verts et elle doit être durable et avoir une croissance durable, des revenus, des recettes et des investissements.
- La participation active de toutes les parties prenantes est un élément essentiel pour obtenir une gestion durable des forêts et des autres ressources naturelles. Pour ce faire, une coordination, une collaboration et des partenariats entre les secteurs et les parties prenantes sont nécessaires, ainsi que la création d'un environnement propice. La collaboration et les partenariats doivent être transparents, responsables et construits sur la confiance.
- Les organisations de la société civile peuvent et doivent jouer un rôle crucial comme garants de la confiance, et œuvrer à unir les pouvoirs publics, le secteur privé et les peuples autochtones et les communautés locales afin qu'ils se connaissent mieux et qu'ils construisent un environnement de respect mutuel et de coopération. Les peuples autochtones ne sont pas des parties prenantes mais des détenteurs de droits!
- Nous devons optimiser la coopération interrégionale pour atteindre nos objectifs communs forestiers. La participation des jeunes – les futurs décideurs – est essentielles.

3. Événements spéciaux

Forum ministériel sur le financement des forêts

- Il existe un écart important de financement entre ce qui est requis pour mettre en œuvre les engagements mondiaux sur les forêts et ce qui est disponible; il faut accroître tant les investissements publics que privés.
- Les options pour un financement innovant et durable existent mais les projets finançables sont insuffisants. Si certains pays font des progrès, plus d'efforts sont à faire si l'on veut améliorer l'accès des pays qui en ont le plus besoin aux fonds mondiaux destinés au climat et à l'environnement.
- Il est nécessaire que l'on change la manière dont on dépense l'argent public pour soutenir les forêts en tant que biens publics, et que l'on modifie les règles dans les différents secteurs et marchés pour s'assurer qu'elles tiennent compte de la nature. Les politiques doivent cesser de financer des actions qui sont nuisibles pour les forêts et encourager plutôt les investissements favorables à la conservation, la restauration et l'utilisation durable des forêts.
- Il faut également avancer sur plusieurs fronts à la fois, depuis l'utilisation plus large des instruments financiers jusqu'à la création de portefeuilles solides pour des projets finançables et la construction de véhicules financiers appropriés.
- Le financement mixte, comme celle de l'aide officielle au développement et le financement de l'action climatique, devrait être utilisé pour rendre les projets bancables et ainsi mobiliser les investissements du secteur privé.
- Les investissements «carbone bleu» dans les mangroves devraient être encouragés pour leur capacité à fournir des crédits carbone de haute qualité.
- Des marchés du carbone accessibles peuvent aussi stimuler de vrais gains de carbone dans des projets de restauration des forêts mais ils devraient être considérés comme une partie d'un ensemble plus large de revenus pour atteindre la durabilité financière.
- Pour passer à des économies de plus grande valeur et à des emplois basés sur une utilisation et une conservation durables des forêts, il faudra disposer d'un environnement propice solide capable d'attirer les investissements conventionnels là où ils sont nécessaires, mais aussi de savoir recourir aux nouveaux mécanismes de financement du carbone.

Forum ministériel sur le bois durable

Les points d'action sont contenus dans l'appel ministériel sur le bois durable (<http://www.fao.org/3/cc0247fr/cc0247fr.pdf>).

Dialogue du PCF: changement climatique, conflits et insécurité alimentaire – des solutions forestières aux effets des crises

- Quelle que soit la crise que nous affrontons – une pandémie, des conflits ou le changement climatique et la récession économique et l’insécurité alimentaires qui en découlent – nous devons considérer les forêts et les ressources naturelles comme des éléments de la solution et les intégrer dans les plans et les stratégies de relance. Il est temps que le monde investisse dans les forêts – au niveau politique, financier et technologique.
- Transformer les systèmes agroalimentaires pour les rendre plus efficaces, inclusifs, résilients et durables est la clé pour lutter contre l’insécurité alimentaire, surtout dans les pays touchés par les conflits. Les forêts devraient faire partie intégrante de cette transformation.
- Endiguer et infléchir la courbe de la déforestation et de la dégradation des forêts est la clé pour atténuer les effets du changement climatique et éviter les conflits provoqués par les déplacements de populations à grande échelle pour cause climatique. Nous n’y arriverons que si nous améliorons la gouvernance des terres et garantissons les droits fonciers aux communautés locales et aux peuples autochtones, qui sont les gardiens des terres.
- Les conflits qui concernent les forêts sont souvent dus à des déséquilibres des pouvoirs, à une mauvaise gouvernance, à des intérêts divergents quant à l’utilisation des terres, et à la corruption. Des connaissances scientifiques permettent de mieux comprendre les causes sous-jacentes des conflits. Le rôle positif des forêts dans la résolution des conflits – par exemple dans les aires protégées transfrontalières, les initiatives de restauration et les parcs pour la paix – doit être reconnu et renforcé.
- Les jeunes prennent des initiatives et poursuivent des actions – ils ont la capacité de mobiliser et d’amener des changements sociaux à travers l’innovation. Les initiatives doivent être soutenues afin d’en augmenter l’impact.
- La collaboration et la coopération à tous les niveaux est essentielle pour intensifier les ambitions et les transformer en actions réelles. Le Partenariat de collaboration sur les forêts, formé de 15 organisations internationales avec des programmes sur les forêts, a un grand rôle à jouer comme moteur d’un changement réel.

Des investissements durables dans les forêts, pour les populations, les profits et la nature

- L'augmentation de la population mondiale et le besoin de remplacer les produits polluants à l'aide des bioéconomies contribueront à augmenter la consommation de bois, et le secteur forestier doit se préparer à cette hausse de la demande. Une utilisation du bois plus efficace ne suffira pas, et des plantations durables ainsi que la restauration des forêts et des paysages seront nécessaires.
- Il faut absolument mobiliser davantage le financement et les investissements pour créer des plantations durables, mettre en œuvre la restauration des forêts et des paysages et créer une bioéconomie basée sur les forêts. Pour ce faire, des modèles innovants seront nécessaires, ainsi qu'un engagement fort du secteur privé, en collaboration avec les communautés et les petits propriétaires, et une capitalisation des nombreux biens et services des forêts.
- «Le verdissement de la finance» et «le financement vert» sont les deux faces de la même médaille, et doivent être ultérieurement développés si l'on veut obtenir un financement adéquat des forêts:
 - Même si le «verdissement de la finance» progresse par le biais de mesures comme les normes environnementales, sociales et de gouvernance ou les taxonomies financières durables, il sera insuffisant si les flux de capitaux ne sont pas réorientés vers des solutions basées sur la nature, et notamment sur les forêts.
 - Les institutions financières sont appelées à «financer vert» et à abandonner les approches inoffensives et attentives aux risques et à leur préférer des financements et des investissements proactifs dans des solutions basées sur la nature.
- Des exemples de modèles d'investissements prometteurs capables de débloquer les milliards de dollars nécessaires à la conservation des forêts, au boisement, au reboisement et à la restauration des forêts, prévoient:
 - la mise en œuvre d'une restauration accompagnée de plantations, dans le cadre d'une logique d'entreprise;
 - des modèles de financements mixtes permettant de mobiliser des investissements privés;
 - des initiatives pour stimuler la création de nouveaux véhicules d'investissements;
 - des projets locaux pouvant être reproduits à grande échelle.
- Capitaliser sur de tels modèles peut aider à opérer la transformation à l'échelle voulue.

Table ronde de haut niveau sur l'Initiative forestière pour la paix

- L'Initiative forestière pour la paix est une initiative mondiale qui vise à promouvoir la coopération entre les pays afin de restaurer les terres dégradées et les forêts situées dans des zones fragiles et touchées par des conflits, en œuvrant pour la paix et la construction de la confiance. Le Gouvernement de la République de Corée et le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ont lancé conjointement l'Initiative forestière pour la paix en 2019.
- Planter des arbres est une activité non politique. Dans les zones de frontière, les pays voisins, même en cas de crise politique ou autre situation difficile, peuvent être encouragés à travailler ensemble à la plantation d'arbres et à la création de parcs forestiers.
- La terre est au cœur de la vie sur la planète et représente une ressource fondamentale pour l'humanité. La dégradation des terres augmente la pauvreté et l'insécurité tandis que la restauration des terres peut être la pierre angulaire de la stabilité et la paix.
- Le rôle des initiatives conjointes de restauration des forêts mérite d'être ultérieurement analysé comme moyen pour progresser vers la paix et le respect mutuel entre les frontières. Ceci demande engagement, compréhension et confiance mutuelles.
- Les pouvoirs publics, les organisations internationales et régionales et la société civile pourraient œuvrer à l'Initiative forestière pour la paix, en menant les actions suivantes:
 - mener des initiatives inclusives et non politiques;
 - promouvoir le dialogue sur la plantation d'arbres à proximité de et à travers les frontières pour augmenter la compréhension et l'amitié entre les parties
 - encourager les pays et les communautés à créer des parcs pour la paix en plantant des arbres dans les aires contestées, comme moyen pour réduire les tensions, améliorer la compréhension et construire la confiance;
 - fournir des ressources techniques et financières pour planter les arbres et créer des parcs pour la paix qui apportent de nombreux avantages économiques, sociaux et environnementaux, comme la création d'emplois, la restauration des écosystèmes, la gestion des bassins versants, le contrôle de l'érosion et le stockage de carbone;
 - aider à la création de systèmes pour la gestion et le partage des avantages de ces initiatives;
 - inviter les pays qui ont créé ou sont en voie de créer des parcs pour la paix, comme la Pérou et l'Équateur, à partager leur expérience avec la communauté mondiale afin de motiver d'autres pays à entreprendre des projets semblables.

Forum sur la gestion des incendies – les incendies de forêt au-delà des forêts

- La fréquence, la sévérité et l'étendue des incendies de forêt sont en augmentation à cause du changement climatique et de la pression anthropique sur les terres forestières. Les incendies de paysage et de forêt doivent être abordés à l'échelle locale, nationale, transfrontalière et mondiale, notamment à travers une gestion stratégique des incendies, leur détection, leur prévention et leur élimination, des approches coordonnées, la recherche et une coopération internationale.
- La gestion des incendies de forêt dépasse le cadre des forêts et concerne les infrastructures, la santé, les transports, le tourisme et d'autres secteurs qui sont touchés par les incendies dévastateurs et, de ce fait, les actions doivent être prises à un niveau intersectoriel. Une gestion intégrée des incendies est l'approche clé à mettre en œuvre si l'on veut pouvoir s'adapter aux changements en cours des risques d'incendies sauvages.
- La gestion intégrée des incendies nécessite que l'on s'engage à partir des quatre piliers de la diversité que sont la géographie, les disciplines, les risques et le social. Pour ce faire, il faudra renforcer les réseaux de gestion des incendies de forêt ou, le cas échéant, en créer de nouveaux, afin de permettre l'attention régulière, la construction de liens et des échanges en matière de gestion des incendies de forêts.
- Les actions prioritaires du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 doivent être ultérieurement développées, à savoir: comprendre les risques des catastrophes dues aux incendies de forêts; renforcer la gouvernance des risques de catastrophes des incendies de forêts; investir dans les actions de réduction des risques de catastrophes des incendies de forêts; et encourager les initiatives pour se préparer à faire face aux catastrophes des incendies de forêts en sachant y apporter des réponses efficaces.
- Pour répondre à ces nouveaux défis, la Plateforme mondiale sur la gestion des incendies devrait être interpellée et ultérieurement développées pour construire des compétences techniques mondiales et intégrer les capacités de tous les partenaires.
- De nouveaux mécanismes sont apparus, comme le mécanisme de gestion intégrée des risques (AFFIRM), qui permettent de progresser dans la gestion intégrée des incendies. AFFIRMS vise à aider les pouvoirs publics à comprendre les facteurs qui causent les incendies et à plaider pour un changement de vision, en abandonnant les réponses d'urgence au profit de pratiques de gestion durable des forêts et des sols qui réduisent les risques, préparent mieux et facilitent la reprise.

Le rôle des forêts dans la relance post-COVID-19: repenser l'avenir des forêts

- Pour que la relance sociale et économique mondiale dans l'après-COVID-19 soit durable et résiliente, elle doit être écologiquement durable et inclusive. Le secteur forestier devrait saisir cette occasion pour «reconstruire en mieux» et appuyer la transition vers un avenir vert, sain et résilient.
- Les forêts et les arbres sont un élément important des solutions basées sur la nature. Le potentiel des forêts à contribuer à un avenir post pandémie plus vert et plus résilient devrait être pris en compte dans les plans de relance.
- Les économies et le bien être humain dépendent de l'intégrité fonctionnelle des forêts naturelles, qui est en danger. Endiguer la déforestation et restaurer les paysages dégradés sont des actes essentiels pour réduire les risques.
- Les forêts sont menacées par la fréquence de plus en plus élevée et par la sévérité des incendies de forêts, des sécheresses, des ouragans et des invasions d'insectes. Investir dans les efforts pour augmenter la résilience et conserver la biodiversité des forêts peut aider à atténuer ces menaces. Sauvegarder la santé et la résilience des forêts et investir dans la restauration des forêts dégradées à grande échelle devrait faire partie des réponses post-COVID-19 et des plans de relance économique pour ne laisser personne de côté.
- Étant donné la rapidité avec laquelle les changements d'utilisation des terres se produisent dans les zones forestières frontalières, le risque existe que de nouvelles zoonoses apparaissent du fait d'une plus grande proximité des humains avec les animaux sauvages. Nous devons de toute urgence nous préparer à faire face à ce type de nouvelles maladies.
- Les forêts ont des effets positifs sur la santé et sur le bien-être des personnes. Ce sont des «pharmacies» naturelles traditionnelles et elles ont prouvé avoir d'autres effets bénéfiques sur la santé physique et mentale et sur le bien-être spirituel. Les avantages sanitaires des forêts ont été importants durant la pandémie de COVID-19, où elles ont été utilisées encore davantage comme lieux de loisirs dans beaucoup de pays.
- La pandémie est l'occasion pour abandonner le paradigme du développement mondial et lui préférer la durabilité et un développement économique plus vert, plus inclusif qui réponde au changement climatique et à la perte de la biodiversité, ainsi qu'à la pauvreté. Les difficultés actuelles dans le secteur forestier peuvent être réinterprétées comme des vecteurs de transformation, nous guidant vers des changements économiques et comportementaux.

Des forêts durables et une énergie verte – la bioénergie durable pour une transition énergétique vers zéro émission

- Accélérer la transition énergétique vers les renouvelables est chose urgente si nous voulons atteindre les objectifs climatiques. La bioénergie, deuxième plus grand employeur dans le secteur des énergies renouvelables, est un choix important qui peut apporter d'importants avantages socioéconomiques. Pour que tous aient accès à l'énergie, il faut remplacer l'utilisation de la biomasse traditionnelle par des technologies modernes plus propres.
- Le secteur forestier est la clé pour multiplier les matières premières durables de la biomasse. Il peut contribuer à dégager le potentiel des matières premières de la biomasse en accélérant le boisement des terres dégradées et en partageant les meilleures pratiques pour une gestion durable des forêts.
- La bioénergie traditionnelle est la seule source d'énergie pour 2,4 milliards de personnes dans le monde mais elle n'est généralement pas durable. Pour passer à une bioénergie moderne, l'efficacité et la durabilité des chaînes de valeur actuelles de l'énergie doivent être améliorées, ou bien des alternatives doivent être mises au point pour réduire la pression sur les ressources forestières, en adoptant des matières premières de substitution, en utilisant de nouvelles technologies et en suivant la voie des bioénergies.
- Dans les pays où le charbon est une source importante d'énergie domestique, la durabilité de la production et du commerce de charbon, en augmentant l'étendue des forêts et des paysages agricoles, est plus urgente que jamais. Les sources de matières premières durables et une carbonisation efficace sont nécessaires pour décarboner la production du charbon.
- Un cadre stratégique global est nécessaire pour garantir la durabilité, accompagné d'une planification coordonnée entre les départements de l'énergie, des forêts et autres, et de règlements et schémas de certification. Pour des politiques efficaces, il faut disposer de données statistiques fiables sur les bioénergies mais elles sont actuellement insuffisantes, surtout en Afrique.
- Une collaboration plus intense entre les agences des Nations Unies et les autres partenaires, y compris le secteur privé, est nécessaire si l'on veut consolider les liens entre la fourniture d'énergie, surtout la bioénergie, et la production alimentaire, afin d'atteindre les objectifs de développement durable et la croissance nette zéro, sans laisser personne de côté.

L'avenir c'est maintenant – investir dans les jeunes professionnels forestiers et les perspectives de carrière

- Investir dans les perspectives de carrière pour les jeunes professionnels forestiers, en utilisant leur expertise et en tenant compte de leur vision dans les prises de décision aidera à préparer le secteur forestier aux défis et aux opportunités d'aujourd'hui et de demain. «Une plus grande visibilité doit être accordée aux jeunes professionnels et ils doivent être pleinement impliqués dans le processus décisionnel.»
- Le mentorat peut contribuer de manière décisive à développer les compétences, l'expérience et la confiance en soi des jeunes professionnels forestiers et c'est une valeur qui a prouvé sa capacité à retenir les jeunes talents. Les entreprises, les institutions et les associations professionnelles devraient faire du mentorat un élément structurel de leur contexte de travail.
- Les programmes de développement de carrière qui recherchent des jeunes professionnels se sont avérés efficaces pour renforcer les capacités des participants et améliorer leur contribution auprès des institutions et du secteur forestier. Ces programmes devraient être reproduits à plus grande échelle.
- La culture de l'emploi dans le secteur forestier doit s'adapter aux nouvelles attentes et faire face à la concurrence avec d'autres secteurs, y compris en haussant les salaires et en améliorant les contributions et les perspectives des jeunes et des jeunes professionnels et en créant des contextes de travail respectueux, inclusifs et différents.
- Il faut absolument améliorer la visibilité et la désirabilité du secteur forestier comme solution de carrière est fortement attendu. Le rôle du secteur forestier et les avantages de la gestion durable des forêts doivent être davantage expliqués au public, et notamment dans l'enseignement primaire et secondaire.
- Les alliances et les réseaux entre les jeunes professionnels forestiers, et entre les générations des professionnels et des étudiants forestiers, sont à encourager si nous voulons construire une expertise et créer des lieux de travail autonomisants et collaboratifs où les jeunes puissent s'épanouir.

La contribution d'une bioéconomie circulaire basée sur les forêts au développement durable

- Les forêts et la foresterie sont essentielles pour réaliser le nouveau paradigme d'une bioéconomie circulaire et elles devraient être prises en compte dans les stratégies nationales pour une bioéconomie durable. Les forêts peuvent jouer le rôle de catalyseurs dans la transition vers une bioéconomie à condition que des politiques intersectorielles et des stratégies communes soient mises en place.
- Une bioéconomie basée sur les forêts contribuera à décarboner les sociétés car les produits forestiers renouvelables peuvent à la fois stocker le carbone et remplacer des produits à forte intensité d'émissions. Les nouveaux produits ont plus de chances d'émerger grâce aux progrès scientifiques et aux innovations dans le secteur. Pour appuyer le passage des matériaux d'origine fossile aux matériaux de biomasse et biosourcés, il est nécessaire que les investissements privés soient dépourvus de risques, que les intérêts privés et publics soient équilibrés, et que cet équilibre se traduise dans des approches intégrées des financements publics-privés.
- L'utilisation durable du bois peut réduire l'empreinte carbone de beaucoup de secteurs, y compris la construction, la biochimie et le textile. Définir des cibles claires et mesurables pour chaque secteur (par exemple «x pour cent des constructions faites en bois») aidera à stimuler la transition vers une bioéconomie circulaire. La recherche approfondie, le renforcement des capacités et l'échange des connaissances sont nécessaires pour améliorer l'efficacité et la circularité des ressources et pour répondre aux normes de qualités requises et aux normes juridiques.
- Les systèmes statistiques actuels ne couvrent que les secteurs classiques et ne sont pas conçus pour mesurer les bioéconomies. Pour un suivi efficace, il faut définir des objectifs de suivi clairs et si l'on veut que les concepts de la bioéconomie soient mieux pris en compte dans les systèmes statistiques, il faut améliorer la collaboration entre les secteurs.
- Une bioéconomie plus développée peut autonomiser les communautés et les peuples autochtones en créant des emplois verts, en apportant une valeur ajoutée locale et en élargissant les marchés locaux, tout en répondant aux objectifs de subsistance. Les opportunités créées par les chaînes de valeur des produits forestiers non ligneux doivent être saisies pour contribuer à sortir les personnes marginalisées de leur condition, pour encourager la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, et le développement du secteur forestier au-delà du bois.
- Pour réaliser la transition vers des bioéconomies circulaires, nous avons besoin de plus de forêts et d'arbres. La demande croissante de produits forestiers que l'on prévoit rendra nécessaire la conservation, la gestion durable et la restauration active des forêts, ainsi que l'accroissement des ressources de base par le biais de plantations durables, de l'agroforesterie et autres systèmes adéquats d'utilisation des terres. On s'attend à ce que la valeur des forêts augmente encore.

La finance rurale, les producteurs forestiers agricoles et les peuples autochtones au centre de la relance verte

- Plus de 80 pour cent des produits alimentaires du monde en termes de valeur sont produits par les petits producteurs et par les petits exploitants familiaux, qui sont des acteurs essentiels de la restauration des écosystèmes, de l'atténuation des effets du changement climatique et de la sécurité alimentaire. L'organisation des petits producteurs et des petits exploitants familiaux au sein des organisations des producteurs forestiers et agricoles est fondamentale car elle leur permet de réaliser tout leur potentiel.
- Les organisations des producteurs forestiers et agricoles doivent renforcer leurs capacités à relier la gestion durable des forêts et des exploitations agricoles à des marchés et des entreprises sûrs qui sont dépendants de la survie de la diversité et complexité des mosaïques des utilisations des terres.
- La capacité des banques et des grands investisseurs à répondre aux besoins des organisations des producteurs forestiers et agricoles doit être améliorée, ainsi que la façon dont ils abordent les risques dans la foresterie, l'agroforesterie et l'agriculture; les organisations des producteurs forestiers et agricoles doivent aussi faire des progrès dans leur alphabétisation financière. Disposer de mécanismes pour les aider dans leurs «premiers prêts» et pour fournir des rapports aux institutions financières serait un vrai tremplin pour les deux parties.
- Des programmes concrets sont nécessaires pour garantir les droits des femmes sur les terres et les forêts dans les systèmes fonciers collectifs comme la foresterie communautaire. Il faudrait élaborer des mécanismes innovants pour que les femmes aient un accès direct à la finance climatique et autres programmes financiers dédiés.
- Il faudrait que les organisations des producteurs forestiers et agricoles, qui conservent les paysages forestiers et contribuent largement à assurer la sécurité alimentaire, soient payées pour les biens publics locaux et mondiaux qu'elles fournissent afin de garantir la durabilité de leurs plans commerciaux.
- Des plateformes à l'échelle nationale et infranationale devraient être créées, réunissant des banques, des organisations de producteurs forestiers et agricoles, des acteurs des chaînes de valeur et des agences du savoir, afin d'élargir l'apprentissage entre les acteurs, d'identifier les leçons apprises et d'améliorer la compréhension mutuelle et la coopération.
- L'apprentissage et les échanges internationaux sur la finance rurale et climatique sont importants car ils permettent aux organisations de producteurs forestiers et agricoles nationaux et régionaux, au secteur financier, aux pouvoirs publics et aux agences de coopération au développement de se parler et de trouver des solutions.